

# Pénicaud lance un baromètre très détaillé sur l'emploi

La ministre du Travail change d'indicateurs pour mesurer l'état du marché du travail et du chômage.

MARC LANDRÉ  @marclandre

**SOCIAL** Chose promise, chose due... Trois mois et demi après son arrivée rue de Grenelle et quelques jours seulement après la divulgation des ordonnances visant à renforcer le dialogue social, Muriel Pénicaud a présenté un nouveau baromètre censé mieux mesurer l'évolution de l'emploi et du chômage en France. Exit donc le chiffre unique et extrêmement volatil des DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) tiré des fichiers de Pôle emploi et dont François Hollande avait échoué à inverser la courbe à la fin 2013. Place à un thermomètre d'une quarantaine d'indicateurs économiques pour mieux apprécier, chaque trimestre, la situation et l'évolution du marché du travail en France.

« J'avais dit en arrivant que je ne commenterai pas tous les mois les DEFM qui ne sont pas, aux yeux des experts, assez significatifs, s'est justifiée la ministre du Travail ce mardi, lors de la présentation de son baromètre de la conjoncture du marché du travail. On doit au débat public une vision qui ne dépend pas d'un seul indicateur mais d'une batterie de données objectives permettant de mieux appréhender l'évolution de l'activité. »

Muriel Pénicaud, qui a par ailleurs lancé une étude pour améliorer la statistique des DEFM, suit ainsi la recommandation que son prédécesseur rue de Grenelle, Myriam El Khomri, lui avait faite lors de leur passation de pouvoir le 17 mai : celle de ne pas perdre de temps à commenter chaque mois les DEFM et de changer d'indicateurs pour mesurer le chômage le plus tôt possible. « Le temps pour moi n'est pas à la bataille sur un chiffre mais à l'analyse de l'ensemble

des données », a ajouté l'actuelle ministre du Travail.

Concrètement, le baromètre Pénicaud - qui sera commenté chaque trimestre par des économistes de bord différent lors d'une conférence baptisée « les RV de Grenelle » - prend la forme d'un « cahier de graphiques » présentant l'évolution d'une quarantaine d'indicateurs sur la situation économique en France et dans le monde, sur celle du travail à proprement parler, ou encore sur le coût du travail, les salaires et la productivité. De cette multitude de données, la rue de Grenelle va tirer chaque trimestre « cinq faits saillants » qui résument ou donnent une photographie « robuste et cohérente » de la situation du marché du travail les trois mois précédents.

## Niveau inédit

Par exemple, pour le deuxième trimestre 2017, est mise en avant la création de 300 000 emplois sur un an, un niveau inédit depuis plus de dix ans, et ce dans tous les domaines. « Si on réaffecte la hausse de l'emploi intérimaire dans les secteurs qui en utilisent, même l'industrie a créé des postes en 2016 », explique Selma Mahfouz, la directrice de la Dares, le service statistique du ministère du Travail.

Autres indicateurs sélectionnés : le taux d'emploi, au plus haut depuis la crise, corrélé à une baisse continue depuis 2015 du taux de chômage. Le ministère pointe même ce qui fâche, comme l'envolée, très ponctuelle, des embauches en CDI au deuxième trimestre (+12,2% sur un an) qui s'explique probablement « par l'arrivée à échéance du dispositif Embauche PME au 30 juin 2017, les entreprises anticipant leurs recrutements de façon à profiter de la mesure ». ■

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, lors de la conférence de presse avec le premier ministre sur la réforme du Code du travail, le 31 août, à Matignon.

THIBAUT CAMUS/AP



## Des chiffres Pôle emploi peu pertinents



### DÉCRYPTAGE

Cécile Cruzel  
ccruzel@lefigaro.fr

Le ministère du Travail a de bonnes raisons de ne plus commenter les chiffres de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Car cet indicateur est loin d'être le plus pertinent pour mesurer le chômage. Par sa périodicité d'abord : des statistiques mensuelles sont, par nature, volatiles et ne dégagent pas une tendance fiable. Mais aussi par sa construction. Les chiffres de DEFM sont des données administratives qui recensent les personnes inscrites

à Pôle emploi, dans différentes catégories. Paradoxalement, ce recensement aboutit à des résultats moins rigoureux que ceux de l'Insee, bâtis sur une enquête auprès de 110 000 Français.

En effet, les données de Pôle emploi sont affectées par les radiations administratives et les défauts d'actualisation. En temps normal, cela ne perturbe pas la variation mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi. Mais des bugs peuvent se produire, comme en août 2013 où un problème de relance par SMS avait surestimé le recul du chômage. Pis, il est possible de faire passer des personnes d'une catégorie à l'autre. C'est

ainsi que le plan de formation lancé par François Hollande en 2016 a fait sortir des chômeurs de la catégorie A (personnes sans activité), la plus regardée, pour les basculer en D. Autant de passe-passe impossibles avec l'enquête Insee, qui suit la méthode du Bureau international du travail (BIT), ce qui rend ses statistiques comparables avec celles des autres pays.

## Un écart d'un million

En outre, l'enquête Insee ne retient comme chômeurs que les Français sans activité, recherchant activement un poste et disponibles. Soit, en un peu plus restrictive toutefois, la définition de la catégorie A. Sauf qu'en pratique, des personnes peuvent ne pas ou plus chercher un travail et donc ne plus être comptabilisées par l'Insee, tout en restant inscrites à Pôle emploi. Un phénomène courant chez les seniors.

À l'inverse, de jeunes chômeurs peuvent ne pas s'inscrire à l'agence. Résultat, l'Insee comptait 2,8 millions de chômeurs fin juin, quand Pôle emploi en recensait un million de plus en A en juillet. Et tandis que le taux de chômage est tombé à 9,5 % fin juin, en reflux de 0,5 point sur six mois, les inscrits en A ne baissent plus depuis début 2017. ■

## Une coalition d'entreprises pour l'apprentissage

Le Gan, réseau mondial pour l'apprentissage créé en 2013 avec le soutien de l'OCDE et de l'OIT, a enfin sa déclinaison française, lancée mardi à Paris. Objectif ? Promouvoir dans chaque pays l'apprentissage qui est une réponse au défi de l'emploi des jeunes. « La formation est un enjeu clé pour l'emploi », indique Christophe

Catoir, le président France de The Adecco Group, à l'origine du projet dans l'Hexagone. *Beaucoup d'intentions existent autour de l'apprentissage mais les lignes tardent encore à bouger. L'intention du Gan est de fédérer ces énergies pour agir concrètement en faveur du développement de l'apprentissage.* Le réseau,

déjà présent en Turquie, Indonésie, Espagne, Colombie ou Mexique, permet de partager les meilleures pratiques de ses membres et les initiatives prometteuses. Accenture, Carrefour, Compass, EDF, Safran, Salesforce, Veolia ou Vinci font partie des membres de l'entité tricolore. M.L.